

Faits saillants

GREENPEACE

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Le 28 novembre 2022

Compte à rebours pour la COP15 : pourquoi l'événement doit constituer un tournant décisif pour l'environnement, pour la faune et pour nous

Du 7 au 19 décembre, les délégué-es des États, les peuples autochtones et les environmentalistes du monde entier se réuniront à Montréal pour la plus grande conférence sur la protection de la biodiversité depuis plus de dix ans. Les États parties à la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique (CDB) décideront des objectifs à atteindre en matière de biodiversité d'ici à 2030.

L'enjeu ne pourrait être plus important : la Terre est en proie à une extinction massive qui menace l'existence d'[un million d'espèces](#) et de systèmes dont toute forme de vie dépend. Le monde naturel, lorsqu'il est sain, fournit des systèmes de survie aux milliards de vies qu'il abrite.

Au mieux, la [COP15 de la CDB à Montréal](#) se soldera par un accord mondial solide qui servira de point de départ et de feuille de route aux pays du monde entier pour faire face à la crise de l'extinction.

C'est pourquoi Greenpeace appelle à la mise en œuvre d'un plan de réhabilitation à Montréal qui saura :

- Tenir compte de l'urgence des crises interconnectées de la biodiversité et du climat;
- Fournir un cadre mondial de la biodiversité robuste pour l'après-2020 qui inclut la protection d'au moins 30 % des zones terrestres et des zones marines et côtières d'ici 2030, et ce, d'une manière qui transfère le pouvoir des industries extractives aux peuples autochtones et aux communautés locales, [décolonise](#) notre relation avec l'environnement et protège systématiquement la biodiversité;
- Reconnaître et renforcer les droits des peuples autochtones et des communautés locales sur leurs terres et leurs eaux, y compris leur droit au consentement éclairé. La reconnaissance des droits et des connaissances des personnes autochtones est essentielle pour protéger notre monde naturel;
- Mobiliser les ressources des pays pour la protection de la biodiversité, mettre fin aux subventions accordées aux grands pollueurs et exclure les fausses solutions telles que les compensations carbone.

Mais les pourparlers sont déjà [menacés](#) par la [politique politicienne](#) et le manque de priorisation et d'attention. C'est pourquoi Greenpeace Canada a choisi d'attirer l'attention sur les négociations et de mettre en évidence les enjeux sous-jacents.

Greenpeace Canada demande également au gouvernement canadien de faire preuve de leadership en tant qu'hôte de ces négociations cruciales et d'adopter une nouvelle législation pour protéger l'environnement et la biodiversité au pays. Le Canada n'a [pas réussi à atteindre pleinement](#) ses propres objectifs en matière de biodiversité pour 2020, [une lutte qui se poursuit](#) depuis leur établissement à Aichi en 2010. Le premier ministre Justin Trudeau a [confirmé](#) sa présence à Montréal, mais n'a jusqu'à présent ni convoqué les chefs d'État, ni pris l'engagement de renforcer la législation pour protéger la biodiversité.

En tant que pays hôte, le Canada a l'occasion et la responsabilité unique de donner l'exemple. Dans son rapport de 2022 intitulé [Protéger la nature, protéger la vie](#), Greenpeace Canada plaide en faveur d'une loi fédérale sur la nature et la biodiversité qui :

- Préciserait comment exactement le gouvernement compte atteindre 30% de protection de la nature d'ici 2030 ;
- Garantirait le droit de chacune et chacun à un environnement sain;
- Respecterait la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones en reconnaissant le savoir autochtone comme une science du territoire;
- Obligerait le ministère de l'Environnement et du Changement climatique à fournir des rapports d'étape annuels pour informer le public des progrès ou des retards;
- Prévoirait des mécanismes de responsabilisation publique si les objectifs ne sont pas atteints.

-30-

Pour toute demande médiatique, veuillez contacter :

Dina Ni, conseillère aux communications, Greenpeace Canada
dina.ni@greenpeace.org; +1 416 820-2148